

Droit des sûretés

■ 4^e édition 2013

■ Christophe Albiges

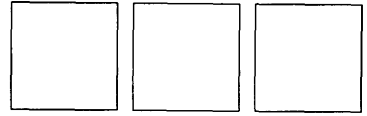
Professeur à l'Université de Montpellier I

■ Marie-Pierre Dumont-Lefrand

Professeur à l'Université de Montpellier I

DALLOZ

Table des matières



Avertissement	VII
Principales abréviations	IX
Plan général de l'ouvrage	XI
Introduction	1
section 1	
L'utilité d'une sûreté	4
section 2	
La notion de « sûreté »	6
§ 1 Sûreté et garantie	6
§ 2 Sûreté et privilège	7
section 3	
L'évolution des sûretés	7
§ 1 Le constat de la diversification des sûretés	7
§ 2 Les conséquences de la diversification des sûretés	8
partie 1	
Les sûretés personnelles	11
chapitre 1	
Présentation du contrat de cautionnement	13
section 1	
La distinction entre le contrat de cautionnement et l'opération de cautionnement	15

section **2**

Le caractère conventionnel du cautionnement	16
§ 1 Le cautionnement, un contrat	17
§ 2 Le cautionnement, un contrat unilatéral	17
§ 3 Le cautionnement, un contrat consensuel	18
§ 4 Le cautionnement, un contrat à titre gratuit ou à titre onéreux	19

section **3**

Le caractère accessoire du contrat de cautionnement	20
§ 1 Le principe du caractère accessoire	20
§ 2 Les manifestations du caractère accessoire	21

section **4**

La diversité des contrats de cautionnement	24
§ 1 La nature civile ou commerciale du cautionnement	24
A. Les critères de distinction	24
B. L'intérêt de la distinction	26
§ 2 Le cautionnement simple ou solidaire	26
A. Le cautionnement simple	26
B. Le cautionnement solidaire	27
1. Le cautionnement solidaire et les règles du droit commun	27
2. Le cautionnement solidaire et les règles du droit de la consommation	28
§ 3 L'engagement personnel ou celui portant sur un ou plusieurs biens	29
§ 4 Le sous-cautionnement	32
§ 5 La certification de caution	32

chapitre ☐ ☐ **2**

Les conditions du contrat de cautionnement	47
---	-----------

section **1**

Les conditions de fond	49
§ 1 Le consentement éclairé	49

A. L'erreur	49
1. L'erreur sur la nature de l'engagement	50
2. L'erreur sur les qualités substantielles	50
3. La croyance erronée dans l'existence d'autres garanties	51
B. Le dol	52
1. L'auteur du dol	52
2. Le caractère déterminant du dol	53
C. La violence	54
D. Le devoir de mise en garde	54
1. La reconnaissance progressive du devoir de mise en garde	54
2. Les bénéficiaires du devoir de mise en garde	56
3. La sanction du défaut de mise en garde	57
§ 2 La capacité	58
§ 3 Le pouvoir	59
A. Le droit des régimes matrimoniaux	59
B. Le droit des sociétés	61
1. Conformité à l'objet social	61
2. Conformité à l'intérêt social	62
C. Le mandat de se porter caution	63
§ 4 L'objet	64
A. La notion d'« objet » en matière de contrat de cautionnement	64
B. Le cautionnement de dettes présentes ou futures	65
1. Les dettes présentes	65
2. Les dettes futures	66
§ 5 La cause	66
A. La cause objective	67
B. La cause subjective	67
§ 6 L'exigence de proportionnalité	67
A. L'exigence de proportionnalité d'origine jurisprudentielle	68
1. Les arrêts Macron et Nahoum	68
2. Les décisions postérieures aux arrêts Macron et Nahoum	69
a. Les cautions concernées	69
b. Les sanctions encourues	70
B. L'exigence de proportionnalité consacrée par le législateur	71
1. L'exigence de proportionnalité et le droit de la consommation	71

a. Le domaine de la sanction pour cautionnement excessif	71
1. Les parties concernées	71
2. L'application dans le temps	73
b. Les conditions de la sanction pour cautionnement excessif	73
1. L'évaluation de la disproportion	73
2. Le moment d'appréciation de la disproportion	74
c. La détermination de la sanction	75
2. L'exigence de proportionnalité et le droit des procédures collectives	75
a. Le champ d'application de l'article L. 650-1 du Code de commerce	76
b. L'exception de disproportion	76
 s e c t i o n 2	
Les conditions de forme et de preuve	77
§ 1 La forme du contrat de cautionnement	78
A. La solution de principe : le contrat de cautionnement, un contrat consensuel	78
B. Les tempéraments au principe : le formalisme imposé par le législateur	79
1. Le formalisme du contrat de cautionnement et le Code de la consommation	79
a. Le cautionnement d'un crédit à la consommation	79
b. Le cautionnement conclu par une caution, « personne physique », ?avec un créancier professionnel	81
1. Personnes concernées	81
2. Contrats concernés	82
3. Sanctions encourues	84
2. Le formalisme du contrat de cautionnement d'un bail d'habitation	86
§ 2 La preuve du contrat de cautionnement	88
A. Le domaine d'application de la mention manuscrite de l'article 1326 du Code civil	88
1. Les contrats de cautionnement concernés	88
2. La preuve de l'engagement limité et indéfini	89
3. La preuve du principal et des accessoires de la dette	89
B. Le contenu de la mention manuscrite de l'article 1326 du Code civil	90
1. La détermination du contenu de la mention manuscrite	90
2. Les incidences du non-respect du contenu de la mention manuscrite	91

chapitre 3**Les effets du contrat de cautionnement** 111section 1**Les rapports entre la caution et le créancier** 113§ **1** L'obligation du créancier : informer la caution 113

A. L'obligation annuelle d'information 113

1. L'article L. 313-22 du Code monétaire et financier 114

a. Les précisions jurisprudentielles 114

1. La notion d'« entreprise » bénéficiaire du concours financier 114

2. La durée de l'obligation d'information 114

3. Le contenu de l'obligation d'information 115

4. Les sanctions encourues 116

b. Les précisions apportées par le législateur 116

2. L'article 2293 alinéa 2 du Code civil 117

3. L'article L. 341-6 du Code de la consommation 117

B. L'obligation d'informer la caution lors de la défaillance du débiteur 118

1. L'article L. 313-9 du Code de la consommation 118

2. L'article L. 341-1 du Code de la consommation 119

3. L'article 47-II, alinéa 3, de la loi du 11 février 1994 119

§ **2** Les obligations de la caution 119

A. L'étendue des obligations de la caution 120

1. Les différentes modalités d'engagements de la caution 120

a. Le cautionnement défini 120

b. Le cautionnement indéfini 120

1. Le cautionnement indéfini d'une dette déterminée 120

2. Cautionnement indéfini de dette indéterminée 122

2. La modification de l'engagement de la caution 122

B. Les modalités de mise en œuvre des obligations de la caution 124

1. La mise en œuvre du cautionnement simple 124

2. La mise en œuvre du cautionnement solidaire 125

section 2**Les recours de la caution** 126

§ 1 Le recours de la caution avant paiement	126
A. Les conditions de mise en œuvre du recours de la caution avant paiement	126
1. Les cautions concernées	126
2. Les circonstances justifiant un recours de la caution avant paiement	126
B. La nature juridique du recours de la caution avant paiement	127
§ 2 Le recours de la caution après paiement	128
A. Les recours contre le débiteur principal	128
1. L'action personnelle	129
2. L'action subrogatoire	130
B. Les recours contre les autres cautions	131
1. Le recours personnel	131
2. Le recours subrogatoire	132
c h a p i t r e 4	
L'extinction du contrat de cautionnement	147
s e c t i o n 1	
L'extinction par voie accessoire	149
§ 1 Le paiement	149
§ 2 La compensation	150
§ 3 La dation en paiement	151
§ 4 La confusion	152
§ 5 L'inaction du créancier	152
A. La prescription	152
B. Le défaut de déclaration de la créance	153
§ 6 La novation	154
§ 7 La remise de dette	155
§ 8 Le décès de l'une des parties au contrat principal	156
§ 9 La disparition de la personne morale	156
A. La société débitrice	156
B. La société créancière	157
§ 10	
L'extinction par résolution ou annulation de l'obligation principale	158

A. L'annulation ou la résolution déjà prononcée	158
B. L'annulation ou la résolution n'a pas été prononcée	158
section 2	
L'extinction par voie principale	159
§ 1 L'extinction indépendante de la faute du créancier	159
A. L'obligation de règlement	160
B. L'obligation de couverture	161
1. Une diversité de causes d'extinction de l'obligation de couverture	161
a. Le décès de la caution	162
b. La perte par la caution d'une qualité précise	163
c. La modification ou la disparition de la personne créancière ou débitrice	163
2. Les effets de l'extinction de l'obligation de couverture	164
§ 2 L'extinction liée à la faute du créancier	166
A. Une créance garantie par un « droit préférentiel »	167
B. Le comportement du créancier	168
C. Le constat d'un préjudice	171
chapitre 5	
La garantie autonome	183
section 1	
La notion de « garantie autonome »	185
§ 1 Contexte et structure de l'opération	185
A. La garantie autonome internationale	186
1. Une structure triangulaire	186
2. Une garantie multiforme	187
a. Finalités de la garantie	187
b. Diversité des garanties	187
B. La garantie autonome interne	188
1. La transposition aux relations internes	188
2. Le domaine de la garantie autonome	188
§ 2 Définition de la garantie autonome	189

A. Définition positive	189
1. Définition jurisprudentielle	190
2. Définition légale	190
a. Un engagement de payer	191
b. Un engagement de payer autonome	191
B. Définition négative	192
1. Garantie autonome et cautionnement	192
a. Les mentions révélatrices de l'autonomie de la garantie	193
b. Les mentions non exclusives de l'autonomie de la garantie	194
2. Garantie autonome et délégation imparfaite	194
3. Garantie autonome et crédit documentaire	194
section 2	
Le régime de la garantie autonome	195
§ 1 Déclenchement	195
A. Conditions de validité	195
1. Conditions de fond	196
a. Capacité et pouvoir	196
b. Consentement	196
c. Objet	197
d. Cause	198
2. Conditions de forme	199
B. L'appel en garantie	200
1. Le principe	200
2. Les modalités	201
a. La garantie à première demande documentaire	201
b. La garantie à première demande justifiée	201
§ 2 Développement	202
A. Le paiement du garant	202
1. L'obligation de payer	202
a. L'inopposabilité des exceptions	202
1. La relation donneur d'ordre/bénéficiaire	202
2. La relation garant/donneur d'ordre	203
b. L'irrecevabilité des moyens de défense du donneur d'ordre	203
2. L'interdiction de payer	204
a. L'abus ou la fraude	205

b. La collusion	206
B. Les recours après paiement	206
1. Les recours du garant	206
a. Contre le donneur d'ordre	207
b. Contre le bénéficiaire	207
2. Les recours du donneur d'ordre	208
a. Contre le bénéficiaire	208
b. Contre le garant	208
§ 3 Dénouement	208
A. Lié à la durée du contrat	209
1. Contrat à durée déterminée	209
2. Contrat à durée indéterminée	209
B. Indifférent à la durée du contrat	209
1. Les causes d'extinction écartées	209
2. Les causes d'extinction retenues	210
chapitre 6	
Les lettres d'intention	219
section 1	
La notion de « lettre d'intention »	221
§ 1 Définition	222
A. Définition négative	222
1. Un simple engagement moral	222
2. Un véritable engagement juridique	222
B. Définition positive	223
1. La définition jurisprudentielle	224
a. Obligation de faire ou de ne pas faire	224
b. Obligation de résultat ou de moyen ?	225
2. La définition légale	226
§ 2 Nature juridique	226
A. Nature de l'engagement	226
1. Un acte juridique unilatéral	226
2. Un contrat	227
B. Objet de l'engagement	227

1. Une fonction de garantie	227
2. Une garantie accessoire ?	228
section 2	
Le régime juridique de la lettre d'intention	228
§ 1 Déclenchement	229
A. Conditions de validité	229
1. Conditions de fond	229
2. Conditions de forme	229
a. Preuve	229
b. Pouvoir	229
1. Les groupes de sociétés	230
2. Entre conjoints	232
B. Fait générateur	232
1. L'inexécution de l'émetteur	232
2. Le préjudice du bénéficiaire	233
§ 2 Développement	233
A. Conséquences de la nature de l'obligation de l'émetteur	233
B. Conséquences du caractère de l'obligation de l'émetteur	234
§ 3 Dénouement	235
A. L'indemnisation du bénéficiaire	235
1. Fondement de l'indemnisation	235
2. Montant de l'indemnisation	236
B. Le recours de l'émetteur	236
partie 2	
Les sûretés réelles	245
section 1	
L'absence de définition de la notion de « sûreté réelle »	245
section 2	
Les différentes catégories de sûretés réelles	246

c h a p i t r e 7**Le droit de rétention** 249s e c t i o n 1**Les conditions du droit de rétention** 253§ **1** La créance 253§ **2** La détention d'une chose 254

A. L'objet de la détention 254

1. Au plan physique 254

2. Au plan juridique 255

B. Les conditions de la détention 255

1. La notion de « détention » 255

2. Les caractéristiques de la détention 256

§ **3** Le lien de connexité entre la créance et la chose retenue 256

A. La connexité juridique 256

B. La connexité matérielle 257

C. La connexité conventionnelle 257

D. Le droit de rétention du créancier gagiste sans dépossession 258

s e c t i o n 2**Les effets du droit de rétention** 259§ **1** Les effets du droit de rétention entre les parties 259

A. L'utilité 259

1. Le droit de ne pas restituer la chose 259

2. Le devoir de conserver la chose 260

B. La valeur 261

§ **2** L'opposabilité du droit de rétention aux tiers 261

A. En l'absence de procédure collective 261

1. Opposabilité aux créanciers 261

a. Le principe 261

b. Les atténuations du principe 262

2. Opposabilité au tiers propriétaire 262

B. En présence d'une procédure collective 264

1. La déclaration de créance	264
2. La rétention pendant la période d'observation	265
3. La rétention en phase de liquidation judiciaire	266

ch a p i t r e **8**

Le gage de meubles corporels 283

s e c t i o n 1

Le droit commun du gage 285

§ **1** La notion 286

A. Les raisons de l'alternative 286

B. Le constat de l'alternative 287

§ **2** Le régime 287

A. Les conditions du gage 287

1. La constitution du gage dans les rapports constituant/créancier 287

a. Les conditions de fond 288

1. Les parties au contrat de gage 288

2. L'objet du contrat de gage 288

b. La condition de forme : un écrit sous peine d'inexistence 292

2. L'opposabilité du gage aux tiers 292

a. La formalité d'opposabilité 292

1. En cas de gage avec dépossession 292

2. En cas de gage sans dépossession 293

b. Le sort des concours entre créanciers 294

B. Les effets du gage 296

1. Les effets tenant à la nature du contrat 296

a. En cas de gage avec dépossession 296

b. En cas de gage sans dépossession 297

2. Les effets tenant à l'objet du contrat 297

a. Le droit de rétention 298

b. La réalisation du gage 300

1. La réalisation forcée du gage ou le maintien de la prohibition de la clause de voie parée 300

2. L'attribution du gage ou la suppression de la prohibition du pacte commissoi 301

section **2**

Les gages spéciaux	303
§ 1 Le gage portant sur un véhicule automobile	303
A. La nature du gage automobile	304
B. Le régime du gage automobile	304
1. La formation du gage automobile	304
a. Conditions de fond	304
1. L'assiette de la garantie	304
2. Les parties au gage automobile	305
b. Conditions de forme et d'opposabilité	305
2. Les effets du gage automobile	306
§ 2 Le gage sur stocks	307
A. Les conditions du gage des stocks	308
1. La constitution du gage des stocks	308
2. L'opposabilité du gage des stocks	309
B. Les effets du gage des stocks	310
1. Avant l'échéance	310
2. Après l'échéance	311
§ 3 Le gage commercial	311
A. La nature du gage commercial	311
1. Le critère du gage commercial	311
2. La constatation du gage commercial	312
B. Le régime du gage commercial	313
§ 4 Les warrants	314
A. Le warrant de marchandises	314
B. Les warrants spéciaux	314
§ 5 Le gage du matériel et de l'outillage	316
A. La constitution du gage du matériel et de l'outillage	317
1. Les conditions de fond	317
2. Les conditions de forme et de publicité	318
B. Les effets du gage du matériel et de l'outillage	319
1. À l'égard du constituant	319
2. À l'égard du créancier gagiste	319

chapitre 9

Le nantissement de meubles incorporels 339

section 1

Le nantissement de créance 341

§ **1 Le droit commun du nantissement de créance** 342

A. La constitution du nantissement de créance 342

1. Conditions de fond 342

a. La créance nantie 342

b. La créance garantie 343

2. Les conditions de forme et d'opposabilité 343

a. La forme du nantissement de créance 343

b. L'opposabilité du nantissement de créance 344

B. Les effets du nantissement de créance 346

1. La créance nantie arrive à échéance avant la créance garantie 347

2. La créance nantie arrive à échéance après la créance garantie 347

§ **2 Le nantissement de compte** 348

section 2

Le nantissement d'autres meubles incorporels 350

§ **1 Le nantissement de droits sociaux** 350

A. Le nantissement de comptes-titres 351

1. La constitution 351

a. L'exigence d'un écrit 352

b. L'assiette du nantissement 353

1. La consistance de l'assiette 353

2. La preuve de l'assiette 354

2. L'exécution 354

B. Le nantissement de parts sociales 355

1. Le nantissement de parts de sociétés civiles 355

a. Les conditions 355

b. Les effets 357

2. Le nantissement de parts de sociétés commerciales 358

§ **2 Le nantissement de fonds de commerce** 358

A. La constitution du nantissement de fonds de commerce	359
1. Les conditions de fond	359
a. Le constituant	360
b. La créance garantie	360
c. L'objet du nantissement	360
2. Les conditions de forme et de publicité	363
a. Le lieu de l'inscription	363
b. Le contenu de l'inscription	363
c. Les sanctions du défaut d'inscription	364
B. Les effets du nantissement du fonds de commerce	364
1. Les effets du nantissement avant l'échéance de la créance garantie	365
2. Les effets du nantissement à l'échéance de la créance garantie	366
a. Le droit de préférence	366
b. Le droit de suite	366
§ 3 Le nantissement du contrat d'assurance-vie	367
A. La constitution du nantissement du contrat d'assurance-vie	367
B. La mise en œuvre du nantissement du contrat d'assurance-vie	368
chapitre 10	
L'hypothèque	381
section 1	
Les dispositions communes	386
§ 1 Les biens concernés	386
A. Les immeubles	386
B. Les immeubles disponibles	386
§ 2 Le caractère indivisible de l'hypothèque	387
section 2	
Les différentes catégories d'hypothèques	388
§ 1 L'hypothèque conventionnelle	388
A. Les conditions de fond	388
1. Les biens concernés	388
a. Le principe de spécialité	388
b. L'hypothèque de biens à venir	389

2. Les personnes concernées	389
3. Les créances concernées	391
a. La créance lors de la constitution de l'hypothèque	392
b. Les créances postérieures à la constitution de l'hypothèque	393
B. Les conditions de forme	395
1. Le formalisme du contrat d'hypothèque	395
a. Présentation du formalisme	395
b. Formalisme de l'hypothèque conclu à l'étranger	396
c. Responsabilité notariale et convention d'hypothèque	396
2. La promesse d'hypothèque	397
§ 2 L'hypothèque légale	397
A. Présentation de l'hypothèque légale	398
B. Mises en œuvre de l'hypothèque légale	398
1. L'hypothèque légale des époux	398
2. L'hypothèque des incapables	399
3. L'hypothèque judiciaire attachée aux jugements de condamnation	399
§ 3 L'hypothèque judiciaire conservatoire	399
A. Les conditions de l'hypothèque judiciaire conservatoire	400
B. Les effets de l'hypothèque judiciaire conservatoire	400
section 3	
Le régime de l'hypothèque	401
§ 1 La publicité de l'hypothèque	401
A. Les conditions de l'inscription	402
1. Les formalités relatives à l'inscription	402
2. La prise d'effets et l'extinction de l'inscription hypothécaire	403
B. Les effets de l'inscription	404
1. L'opposabilité de l'inscription	404
2. L'altération de l'opposabilité	404
a. La radiation	404
b. La réduction	405
c. La péremption	405
§ 2 Les effets de l'hypothèque	406
A. Les effets avant la réalisation de l'hypothèque	406
1. Les effets pour le constituant	406

a. Les pouvoirs du constituant	406
b. Les obligations du constituant	406
2. Les effets à l'égard du créancier	407
B. Les effets lors de la réalisation de l'hypothèque	407
1. Les effets à l'égard du créancier	407
a. La vente de l'immeuble	407
b. L'attribution du bien	408
1. L'attribution judiciaire	408
2. Le pacte commissoire	409
2. Les effets en cas de pluralité de créanciers	410
3. Les effets à l'égard du tiers acquéreur	410
a. Au moment de la vente de l'immeuble hypothéqué	410
1. La purge des hypothèques	410
2. La délégation	411
b. Au moment de l'exercice du droit de suite	412
§ 3 La transmission de l'hypothèque	412
A. La transmission à titre accessoire	412
B. La transmission à titre principal	412
§ 4 L'extinction de l'hypothèque	413
A. L'extinction à titre accessoire	413
B. L'extinction à titre principal	413
chapitre 11	
Le gage immobilier	425
section 1	
La constitution du gage immobilier	428
§ 1 La conclusion d'un contrat	428
§ 2 La dépossession de l'immeuble	428
§ 3 Le respect de formalités	429
section 2	
Les effets du gage immobilier	430
§ 1 Les effets avant l'échéance de la dette	430

§ 2 Les effets lors de l'échéance de la dette	430
section 3	
L'extinction du gage immobilier	432
chapitre 12	
La propriété-garantie	439
section 1	
La propriété retenue à titre de garantie	442
§ 1 Le crédit-bail	442
A. La nature juridique du crédit-bail	443
B. Le régime juridique du crédit-bail	443
1. Les conditions de forme	443
2. La défaillance du crédit-preneur	443
§ 2 La clause de réserve de propriété	444
A. La nature juridique de la clause de réserve de propriété	445
1. La fin d'une controverse	445
2. La consécration de son caractère accessoire	446
B. Le régime juridique de la clause de réserve de propriété	446
1. La constitution de la réserve de propriété	446
a. Un accord de volonté	446
b. La créance garantie	447
c. L'assiette de la réserve de propriété	447
2. L'exécution de la réserve de propriété	447
a. Les conditions de l'action en revendication	448
b. Les effets de l'action en revendication	450
section 2	
La propriété transférée à titre de garantie	451
§ 1 La vente à réméré	451
§ 2 La fiducie	451
A. Les premières manifestations de la fiducie-sûreté	452
1. La cession de créance à titre de garantie	452

2. Les manifestations propres au droit financier	454
B. La généralisation de la fiducie-sûreté ?	454
1. La constitution de la fiducie	455
a. Les conditions de fond	455
b. Les conditions de forme	457
2. L'exécution de la fiducie	458
a. Les obligations des parties	459
b. Les droits des créanciers	459
3. L'extinction de la fiducie	461
a. Les causes d'extinction de la fiducie	461
b. Les conséquences de l'extinction de la fiducie	461
chapitre 13	
Les privilèges	479
section 1	
Les privilèges pleinement généraux	483
5 1 L'énoncé des différents privilèges généraux	485
A. Le privilège des frais de justice	485
B. Le privilège des salaires	485
1. Le privilège ordinaire	485
2. Le superprivilège	486
C. Le privilège de conciliation	487
D. Le privilège des créanciers postérieurs au jugement d'ouverture	487
5 2 Le classement des privilèges généraux	488
section 2	
Les privilèges mobiliers	489
5 1 Les privilèges mobiliers généraux	489
A. Les privilèges résiduels	489
1. Le privilège des frais funéraires	489
2. Le privilège de frais de dernière maladie	489
3. Le privilège des fournitures de subsistance	490
B. Les privilèges usuels	490
1. Les privilèges fiscaux	490

2. Le privilège de la Sécurité sociale	491
§ 2 Les privilèges mobiliers spéciaux	491
A. Le privilège du bailleur d'immeuble	492
1. Les créances garanties	492
2. L'assiette du privilège	493
3. Les effets du privilège	493
B. Le privilège du conservateur	494
1. Les créances garanties	494
2. L'assiette du privilège	495
3. Les effets du privilège	495
C. Le privilège du vendeur de meubles	495
§ 3 Le classement des privilèges mobiliers	497
A. Les règles de classement en l'absence d'une procédure collective	497
1. Le classement des privilèges mobiliers généraux	497
2. Le classement des privilèges mobiliers spéciaux	498
3. Le classement des privilèges mobiliers généraux et spéciaux	498
B. Les règles de classement en présence d'une procédure collective	499
section 3	
Les privilèges immobiliers	500
§ 1 L'énumération des privilèges spéciaux immobiliers	500
A. Le privilège du vendeur d'immeuble	501
1. L'attribution du privilège du vendeur d'immeuble	501
2. Le fonctionnement du privilège du vendeur d'immeuble	501
B. Le privilège du prêteur de deniers	502
1. L'attribution du privilège du prêteur de deniers	502
2. Le fonctionnement du privilège du prêteur de deniers	502
C. Le privilège du copartageant	503
D. Le privilège des architectes, entrepreneurs et ouvriers	503
E. Le privilège de la séparation des patrimoines	503
F. Le privilège de l'accédant à la propriété	504
G. Le privilège du syndicat de copropriétaires	504
§ 2 Le classement entre créanciers	505
A. Le classement entre créanciers hypothécaires et créanciers bénéficiaires d'un privilège	505

B. Le classement entre les différents créanciers bénéficiaires d'un privilège	506
Bibliographie générale	523
Index alphabétique	525
Table des compléments pédagogiques	553
Table des Quiz	555